

Elles ont scruté les scrutins pour relever les insuffisances dont la correction permettra d'améliorer le déroulement des rendez-vous électoraux à venir. Les femmes du cadre de concertation des partis politiques étaient réunies samedi au centre Aoua Keita pour jeter un regard rétrospectif sur l'organisation de l'élection présidentielle de juillet et août dans notre pays. Leurs attentes étaient parfaitement résumées par le thème de la rencontre : « Etude analytique de l'élection présidentielle 2013 : engagement des femmes pour le renforcement de la démocratie au Mali ».

La session, initiée par l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA-Mali), était présidée par Issa Tiéman Diarra, le coordinateur de la cellule d'appui au processus électoral au ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire. La porte-parole du cadre de concertation des femmes des partis politiques (CCFP), Mme Daou Oumou Dembélé, le représentant-pays d'EISA, Mali Justin Doua Gore, la représentante du ministère de la Famille, de la Promotion de la Femme et de l'Enfant, Mme Yaba Tamboura, le représentant de la CEDEAO au Mali, Abdou Chiaka Touré, et nombre d'invités ont assisté à la cérémonie d'ouverture des travaux.

Cette journée d'échange et de concertation destinée à améliorer l'organisation des élections à venir, a été marquée par de nombreux exposés et communications sur le déroulement de l'élection présidentielle. Les intervenants ont pointé les lacunes et proposé des solutions propres à parfaire les échéances électorales prochaines.

En organisant cette rencontre, EISA-Mali voulait renforcer, comme le prévoient ses objectifs, la concertation régulière entre les partis politiques, les organes de gestion des élections ainsi que les autres acteurs politiques. Ces échanges permettent, selon Justin Doua Gore, de fournir toutes les informations aux partis politiques pendant le processus électoral et de maintenir une atmosphère de confiance entre parties prenantes au processus.

Le soutien par EISA-Mali des femmes du CCFP lors des deux tours de l'élection présidentielle, visait deux objectifs : palier l'insuffisance d'information des femmes, en particulier de celles qui font de la politique, et favoriser le partage d'information entre les femmes des partis politiques afin qu'elles puissent analyser les enjeux des élections et se positionner à l'avant-garde du maintien d'une atmosphère paisible avant, pendant et après les scrutins.

Au regard du dénouement heureux de la présidentielle et de la participation record aux scrutins, Justin Doua Gore jugera les objectifs atteints. Il a demandé aux femmes de prendre des engagements fermes et réalistes avant de confirmer que sa structure accompagnera le processus devant aboutir à une participation massive des femmes aussi bien comme candidates que comme électrices.

Abdou Cheaka Touré a salué l'initiative de réfléchir et d'analyser les forces et les faiblesses de l'élection présidentielle. Le représentant de la CEDEAO s'est également réjoui de la conduite exemplaire du peuple malien lors des deux scrutins. Les Maliens ont, de son point de vue, démontré à la face du monde entier que l'on peut bel et bien organiser une élection dans un pays post conflit sans heurts et en toute transparence et battre le record de participation. Une première en Afrique pour qui connaît le dénouement malheureux des élections dans des pays post crise comme la Côte d'Ivoire.

Cependant, a-t-il tempéré, malgré la bonne organisation des deux tours de l'élection présidentielle, des petits couacs ça et là ont été enregistrés par les nombreux observateurs nationaux et internationaux déployés sur le terrain. Il est donc important d'analyser ces irrégularités afin d'apporter une réponse adéquate pour le bon déroulement des élections à venir.

Aux femmes, Abdou Cheaka Touré a expliqué que le pouvoir ne se donne pas, il se conquiert, il s'arrache. Il les a exhortés à rester mobilisées, engagées et surtout unies dans le combat pour leur représentation à tous les niveaux.

Pour sa part, le représentant du ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire a rappelé le contexte dans lequel se sont déroulées les opérations électorales de 2013, Issa Tiéman Diarra a souligné la contrainte du délai, les limites des engagements internationaux, et surtout la volonté des citoyens de parvenir immédiatement au changement de la situation socio-politique au moyen des urnes. Il a insisté à ce propos sur la préservation des « aspects fondamentaux du processus et du vote » et sur l'importance de « la concertation entre les organes de gestion et les principaux acteurs du

processus ». L'organisation et le déroulement des deux scrutins a pu comporter des insuffisances à différents niveaux, a-t-il admis en soulignant la nécessité de recenser les insuffisances, ainsi que les forces qui ont pu caractériser les scrutins de juillet et août afin de parfaire les échéances électorales.